

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 24 JUIN 2021**

JP/VA

**OBJET : 3.2. EXPLOITATION – MARCHÉ FOURNITURES ET SERVICES – FORMATIONS SÉCURITÉ INCENDIE ET PRÉVENTION – NOUVELLE MISE EN MARCHÉ**

L'an deux mille vingt-et-un, le vingt-quatre du mois de juin à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDÈCHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	X	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	X	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	X	
DURAND Jean-Luc	PONT-DE-LABEAUME	X	
MERINE Philippe	ST-PRIVAT	X	
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC	X	
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	X	
LACROIX Bernard	LARGENTIÈRE	X	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	X	
BALMELE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU	X	
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	X	
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	X	
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE		Excusée
BOYER Joël	UCEL	X	
GROS Cyril	LABÉGUDE	X	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE		Excusée
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS		Excusé
CARON Christian	RUOMS		Excusé
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC	X	
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDÈCHE	X	

A été élu secrétaire de séance : M. Jean-Manuel GARRIDO, 1<sup>er</sup> vice-président.

## **OBJET : 3.2. EXPLOITATION – MARCHÉ FOURNITURES ET SERVICES – FORMATIONS SÉCURITÉ INCENDIE ET PRÉVENTION – NOUVELLE MISE EN MARCHÉ**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).**

Par délibération en date du 12 mai 2021 sur l'organisation interne des achats, le bureau syndical a adopté un règlement et une nomenclature définissant la politique d'achats de la structure pour les marchés à procédure adaptée.

Cette nomenclature, qui permet la computation des seuils de marchés pour les fournitures et services, avec des seuils appréciés « en montants cumulés sur l'année civile » (sauf délibération contraire), définit les différentes familles d'achats de la collectivité.

Le présent rapport concerne la famille F103 « Formations de sécurité incendie et prévention » de la nomenclature, qui regroupe l'ensemble des formations sécurité liées aux interventions sur les ouvrages et réseaux d'eau potable et d'assainissement, mais aussi au niveau des bâtiments de la collectivité.

Sept types de prestations sont recensés dans cette famille. Il s'agit de :

- Formation amiante, pour les travailleurs exposés ou susceptibles d'être exposés à l'amiante
- Formation CATEC (Certificat d'Aptitude à Travailler en Espaces Confinés)
- Formation pour l'habilitation électrique, pour les agents réalisant des opérations d'ordre électrique (maintenance) ainsi que pour les agents devant effectuer des opérations d'ordre électrique élémentaires (BS) et manœuvrer des appareillages électriques en basse tension (agents d'exploitation)
- Formation SST (Sauveteur Secouriste au Travail)
- Formation à la manipulation et à l'installation des bouteilles de chlore gazeux
- Formation incendie et évacuation des lieux de travail
- Formation AIPR (Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux)

Le bureau syndical avait délibéré, lors de sa réunion du 07 mars 2018, afin de lancer une consultation allotie pour la « formation sécurité et santé des agents », au sein de laquelle ces sept prestations étaient prévues.

Ces marchés ont pris fin le 31 décembre 2019, et ils doivent être renouvelés afin d'assurer les recyclages des agents déjà formés ainsi que la formation des nouveaux arrivants. Il est proposé de relancer une consultation sur les bases du nouveau règlement interne des achats et de sa nomenclature liée.

Comme pour les autres marchés de formation, il est proposé une durée de quatre ans afin d'être attractif pour les fournisseurs tout en pérennisant sur la durée un achat régulier de la collectivité.

L'économie de ces sept prestations est évaluée de la manière suivante :

- 12 000 € HT en moyenne par an, soit 48 000 € HT maximum sur la durée totale du marché prévu pour la formation amiante, pour les travailleurs exposés ou susceptibles d'être exposés à l'amiante
- 10 000 € HT en moyenne par an, soit 40 000 € HT maximum sur la durée totale du marché prévu pour la formation CATEC (Certificat d'Aptitude à Travailler en Espaces Confinés)
- 5 000 € HT en moyenne par an, soit 20 000 € HT maximum sur la durée totale du marché prévu pour l'habilitation électrique
- 4 000 € HT en moyenne par an, soit 16 000 € HT maximum sur la durée totale du marché prévu pour la formation SST (Sauveteur Secouriste au Travail)
- 3 300 € HT en moyenne par an, soit 13 200 € HT maximum sur la durée totale du marché prévu pour la formation à la manipulation et à l'installation des bouteilles de chlore gazeux
- 2 800 € HT en moyenne par an, soit 11 200 € HT maximum sur la durée totale du marché prévu pour la formation incendie et évacuation des lieux de travail
- 1 400 € HT en moyenne par an, soit 5 600 € HT maximum sur la durée totale du marché prévu pour la formation AIPR (Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux).

Le montant cumulé des trois derniers lots n'excédant pas 20 % de la valeur de ~~la totalité des lots~~, il est proposé d'appliquer, conformément au nouveau règlement interne des achats, la procédure adaptée prévue pour le montant des lots concernés, à savoir une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalable (niveau 0).

L'économie globale de cette famille (F103 « Formations de sécurité incendie et prévention ») s'élève à 154 000 € HT sur la durée totale prévue pour les marchés de cette famille. Pour les quatre premiers lots, il est donc proposé de lancer cette consultation en procédure adaptée (accord-cadre mono-attributaire à bons de commande), de niveau 3. Les critères d'attributions et pondérations proposés sont les suivants :

- **Prix** : pondération 60%
- **Valeur technique de l'offre de formation proposée** : pondération 40%

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, le bureau syndical décide de :

- **ADOPTER** ces propositions,
- **AUTORISER** le président à lancer la procédure,
- **RECOURIR** à une dévolution selon une procédure adaptée,
- **FIXER** les critères suivants :
  - **Prix** : pondération 60%
  - **Valeur technique de l'offre de formation proposée** : pondération 40%
- **AUTORISER** le président à engager les marchés, dans la limite de l'économie présentée,
- **DONNER** délégation au président pour signer tous documents à cet effet.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL